

Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES
GROUPES D'OPPOSITION

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR1	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référez à la réponse de la demande générale 5.
NR2	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR3	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2023-2024 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référez à la réponse de la demande générale 14a.
NR4	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande générale 15.
NR5	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande générale 16.
NR6	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande générale 17.
NR7	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande générale 13o.
NR8	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025, par mission.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR9	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2023-2024, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR10	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande générale 37.
NR11	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référez à la réponse de la demande générale 3
NR12	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR13	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR14	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR15	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du ROAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référez à la réponse de la demande générale 13o.
NR16	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR17	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référez à la réponse de la demande générale 13q.
NR18	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande générale 13n.
NR19	N/A	G04	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référez à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR20	N/A	G05	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référez à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR21	N/A	G11	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR22	N/A	G15	N/A	Dépenses PAE 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 52
NR23	N/A	G18	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 15.
NR24	N/A	G25	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer les dépenses effectuées dans le cadre du plan d'action de développement durable du ministère ou de l'organisme ainsi que le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Référez à la demande générale 47.
NR25	N/A	G27	N/A	Coût de reconduction des programmes	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 38.
NR26	N/A	G28	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR27	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référez à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR28	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR29	G44a	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR30	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR31	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR32	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR33	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR34	G56a	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR35	G56b	N/A	N/A	Plan culturel numérique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR36	G56c	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : c) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR37	G56d	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR38	G56e	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR39	G56f	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR40	G56h	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR41	G56i	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR42	G56j	N/A	N/A	Plan d'action Criminalité au Nunavik	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR43	G56k	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR44	G56l	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Famille pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR45	G56n	N/A	N/A	Plan d'action Services publics d'emplois 2023-2024	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action des services publics d'emplois 2023-2024;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR46	G56o	N/A	N/A	Plan d'action en économie numérique	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en économie numérique;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR47	G56p	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, et ce, pour tous les ministères et organismes pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR48	G56q	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR49	G56r	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR50	G56s	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR51	G56t	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR52	G56u	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR53	G56v	N/A	N/A	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons»;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR54	G56w	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR55	G56x	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR56	G56y	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR57	G56z	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR58	G56aa	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR59	G56bb	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR60	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Industrie transport terrestre et mobilité durable 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR61	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR62	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR63	G56ff	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR64	G56gg	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Éducation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR65	G56hh	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR66	G56ii	N/A	N/A	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges»;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR67	G56jj	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR68	G56kk	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR69	G56ll	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR70	G56mm	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan pour une économie verte 2020-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR71	G56nn	N/A	N/A	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR72	G56oo	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR73	G56pp	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR74	G56qq	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Politique culturelle du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR75	G56rr	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	La réponse à cette question sera transmise par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR76	G56tt	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR77	G56uu	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR78	G56vv	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR79	G56ww	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR80	G56xx	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR81	G56yy	N/A	N/A	Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR82	G56zz	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie maritime 2015-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR83	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR84	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie nationale de production de bois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR85	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR86	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR87	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR88	G56fff	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR89	G56ggg	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR90	G56hhh	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR91	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec" pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR92	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Tourisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR93	G56kkk	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR94	N/A	G07	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR95	N/A	G09	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR96	N/A	G10	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR97	N/A	G19	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR98	N/A	G29	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR99	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR100	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR101	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR102	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR103	N/A	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR104	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR105	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2023-2024 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2023-2024 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	N/A	G20	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	N/A	G22	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2023-2024, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

TABLE DES MATIÈRES DES DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES GROUPES D'OPPOSITION

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G01	Voyages hors QC	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés;
G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie. g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion. h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée de l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G04	Conférences de presse, événements	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement. <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement. <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
G05	Formation en communication	<p>La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations, ventilée par catégorie.
G06	Contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G07	Appels d'offres publics	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
G08	Consultants externes	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
G09	Développements informatiques	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2023-2024, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.
G10	Hébergement de données	<p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les coûts estimés par année; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G11	Dépenses diverses	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
G12	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense liée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents; f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPads ou autre type de tablette électronique.
G13a	Minorités visibles 35 ans et +	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
G13b	Minorités visibles - de 35 ans	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
G13c	Jours de maladie	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G13d	Réserve de maladie	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</p>
G13e	Heures supplémentaires	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le coût moyen par employé, selon la classe de travail
G13f	Jours de vacances	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;</p>
G13g	Réserve de jours de vacances	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</p>
G13h	Personnel double rémunération	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;</p>
G13i	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</p>
G13j	Effectifs complexité	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</p>
G13k	Effectifs traitement supérieur	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</p>

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G13l	Effectifs 5 prochains exercices	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;</p>
G13m	Nombre employés permanents et temporaires	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>m) le nombre d'employés permanents et temporaires;</p>
G13n	Départs volontaires	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;</p>
G13o	Postes abolis par ministère	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;</p>
G13p	Effectif autorisé Loi 15	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;</p>
G13q	Postes vacants	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.</p>
G14a	Départ à la retraite	<p>Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 de :</p> <p>a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;</p>
G14b	Remplacement selon PGRH	<p>Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 de :</p> <p>b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;</p>
G14c	Retraités à contrat	<p>Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 de :</p> <p>c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>
G15	Baux	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <p>a) l'emplacement de la location;</p> <p>b) la superficie totale pour chaque local loué;</p> <p>c) le coût total de ladite location;</p> <p>d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</p> <p>e) la durée du bail;</p> <p>f) propriétaire de l'espace loué;</p> <p>g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.</p> <p>h) la superficie totale réellement occupée;</p>

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
		<ul style="list-style-type: none"> i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
G16	Actifs immobiliers excédentaires	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
G17	Aménagement	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
G18	Membres du Cabinet	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2023-2024; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
G19	Budget discrétionnaire	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
G20	Personnel hors structure	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2024-2025.
G21	Personnel en disponibilité	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le poste initial; b) le salaire;

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
		<ul style="list-style-type: none"> c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2024-2025.
G22	Occasionnels mis à pied	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2024-2025.
G23	Personnel rémunéré MO affecté ailleurs	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
G24	Abonnements	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. <p>Ventiler le montant total par catégorie.</p>
G25	Billets de saison, loges, club privé	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>
G26	Sites Internet	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g) nombre de visiteurs uniques mensuellement; h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines; i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.
G27	Visites ministérielles et sous ministérielles	<p>Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
		f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
G28	Adjoints parlementaires	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.
G29	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
G30	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.
G31	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.
G32	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2023-2024 et prévision pour 2024-2025.
G33	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
G34	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
G35	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
G36	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
G37	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G38	Reconduction des programmes existants	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
G39	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
G40	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
G41	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
G42	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation. c) Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
G43	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.
G44	Compensation Émissions de gaz à effet de serre	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produits dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
G45	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
G46	Plan d'action Personnes handicapées 2021-2024	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G47	Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action de développement durable 2023-2028;
G48	Rapport CSDEPJ	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse;
G49	Autre plan d'action ministériel ou interministériel	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
G50	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
G51	Remboursement matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
G52	Soutien employés santé mentale	Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 : a) Les sommes dépensées; b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
G53	Contrats – Firms consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2023-2024 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) la sommes dépensées à ce jour.
G54	CT réunions	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
G55	Formations	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G56	Concours et tirages	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :</p> <p>a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;</p> <p>b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;</p> <p>c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;</p> <p>d) la liste des concours qui ont pris fin.</p>
G57	Communications/ affaires publiques	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :</p> <p>a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;</p> <p>b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;</p> <p>c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;</p> <p>d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</p>
G58	Incidents de sécurité de l'information	<p>Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :</p> <p>a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;</p> <p>b) le type d'incidents;</p> <p>c) les sommes dépensées en gestion des incidents.</p>
G59	Rémunération des stages	<p>Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :</p> <p>a) Nombre de stagiaires reçus;</p> <p>b) Heures de stages effectués;</p> <p>c) Rémunération totale déboursée.</p>
G60	Consultations autochtone	<p>Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.</p> <p>a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.</p>
G61	Contrats conclus de gré à gré Proportion et nombre	<p>Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.</p>
G62	Contrats – firmes consultation	<p>Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.</p>
G63	Dépenses supplémentaires COVID-19	<p>Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.</p>
G64	Dépenses implantation nouveau régime de dotation	<p>Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.</p>
G65	Amendes perçues 5 dernières années	<p>Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.</p>
G66	Contrats sous-traitance	<p>Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.</p>
G67	Services tarifés	<p>Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.</p>

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G68	Actifs possédés (meubles et immeubles)	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
G69	Coûts de système	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
G70	Sommes versées dommages exemplaires	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
G71	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.
G72	Demandes d'accès à l'information	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
G73	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	<p>Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée.</p> <p>Pour chaque personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
G74	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
G75	PLQ-64r (NR41)	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».</p>
G76	PLQ-64ee (NR54)	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.</p>
G77	PLQ-64pp (NR64)	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».</p>

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G78	QS-7 (NR83)	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.

Question 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour.
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Réponse :

VOYAGES	Coût
Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, Canada, 30 juillet au 3 août 2023, madame Catherine Ferembach, sous-ministre associée chargée du Secrétariat à la condition féminine et madame Elizabeth Perreault, conseillère stratégique et adjointe exécutive de la sous-ministre associée - Participation à la 41 ^e réunion annuelle fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des ministres responsables de la Condition féminine.	5 173,49 \$

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18). <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information>

Question **2**

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés.

Réponse :

Se référer à la réponse du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17) <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information>

Question 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.
- g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
- h) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information/contrats-engagements-financiers>. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Question 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

Réponse :

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÉNEMENT	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
Frais de déplacement des organismes partenaires	Rencontre de travail L'évènement a eu lieu en présentiel à l'hôtel Best Western Ville-Marie, Montréal	Gré à gré	2 689,10 \$	Rencontre du Comité femmes autochtones avec les organisations et ministères partenaires dans le cadre de la démarche de travail collaborative violence conjugale et familiale, le 6 et 7 février 2023.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **4**

Réponse (suite) :

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÉNEMENT	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
Château Frontenac La Gouvernance au Féminin La maison de la littérature Judith Adams Bibliothèque publique juive de Montréal Laurel Maquillage BANQ Ville de Québec Autocars Orléans Express Collectif de la cité Samuel Tessier photographe Club imprimerie Delta Hotel Québec	Prix Égalité Thérèse- Casgrain mars 2024 L'événement a eu lieu en présentiel au Château Frontenac, Québec	Gré à gré	3 272 \$	Tenue d'une activité de reconnaissance dans le cadre de la 15 ^e édition du prix Égalité Thérèse-Casgrain visant à récompenser des personnes et organismes qui favorisent la progression de l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec, le 25 mars 2024 et production de capsules promotionnelles pour le 15 ^e anniversaire du PÉTC.
Traduction SM-GLOBAL Inc Hôtel Forestel Val-d'Or inc. (location de salle, audio, repas, coucher) Remboursement des frais de repas des partenaires autochtones	Rencontre de travail L'événement a eu lieu en présentiel à Val-d'Or en septembre 2023	Gré à gré	28 476 \$	Rencontre du Comité femmes autochtones le 25, 26 et 27 septembre 2023. Ce comité est un lieu de concertation provincial entre les (6) organisations autochtones représentant les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuit et des représentants gouvernementaux (8 MO).

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **4**

Réponse (suite) :

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÉNEMENT	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
Air Liaison et Air Creebec (achetés avec l'agence de voyage Laurier Du Vallon) Remboursement essence d'un partenaire autochtone Location Dion (5 voitures) Hôtel Quality inn à Lévis et Hôtel Must à Québec d'une membre du Comité Remboursement frais de déplacement et de repas des membres du SCF:				
Hôtel Best Western Ville- Marie Via rail	Rencontre de travail L'événement a eu lieu en février 2024 à l'hôtel Best Western Ville-Marie, Montréal	Gré à gré	6 311,52 \$	Rencontre du Comité femmes autochtones le 20 et 21 février 2024. Ce comité est un lieu de concertation provincial entre les (6) organisations autochtones représentant les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuit et des représentants gouvernementaux (8 MO).

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **4**

Réponse (suite) :

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÉNEMENT	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
Services de Traduction du Nord	Rencontre de travail - Virtuel	Gré à gré	1 750 \$	Consultation auprès de groupes représentant les femmes autochtones sur des actions à mettre en œuvre en égalité et en violence le 12 avril 2023.

Question 5

La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Aucune dépense en formation de communication en 2023-2024.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**). <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information>

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question 6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	TOTAL
Collectif de la Cité Inc.	Offrir une prestation musicale lors de la 15 ^e édition du Prix Égalité Thérèse-Casgrain visant à récompenser des personnes et organismes qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec	1 700 \$
Encore	Service d'audiovisuel lors de la 15 ^e édition du Prix Égalité Thérèse-Casgrain visant à récompenser des personnes et organismes qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec	5 600 \$
Hôtel Fairmont le Château Frontenac	Service de traiteur et location de salles pour la 15 ^e édition du Prix Égalité Thérèse-Casgrain visant à récompenser des personnes et organismes qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec	12 445 \$
Atelier Pontbriand	Réalisation des distinctions pour la 15 ^e édition du Prix Égalité Thérèse-Casgrain (3 bronzes pour les lauréat.es et 6 cadres avec portrait de Mme Casgrain pour les finalistes)	4 632 \$
Institut Ashukan	Offrira un support-conseil à l'équipe de la direction des affaires autochtones du Secrétariat à la condition féminine afin de favoriser le développement des connaissances, des compétences et des habilités en matière de services culturellement adaptés aux milieux autochtones	11 500,00 \$
Technologia	Offrir une formation à 20 personnes du Secrétariat à la Condition féminine (SCF), principalement des professionnelles, intitulée : Finance : évaluer la situation d'un OBNL- Lire et analyser les états financiers d'une organisation à but non lucratif sans être un financier	4 200,00 \$
Services de Traduction du Nord	Réaliser la traduction simultanée lors d'une consultation virtuelle auprès de groupes représentant les femmes autochtones sur des actions à mettre en œuvre en égalité et en violence, le 12 avril 2023	1 750,00 \$
SM-GLOBAL Inc.	Réaliser la traduction simultanée lors de la rencontre du Comité femmes autochtones, 25 au 27 septembre 2023	13 081,50 \$

Question **6**

Réponse (suite) :

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	TOTAL
Hôtel Forestel Val-d'Or inc.	Rencontre du Comité femmes autochtones avec les organisations autochtones et ministères partenaires, du 25 au 27 septembre 2024 – Salle, audiovisuel, traiteur, hébergement	10 121,46 \$
Duoson multimédia	Services de traduction simultanée lors de la rencontre du Comité femmes autochtones avec les organisations et ministères partenaires, le 20 et 21 février 2024	8 995,00 \$
Hôtel Best Western Ville-Marie	Rencontre du Comité femmes autochtones avec les organisations autochtones et ministères partenaires, le 20 et 21 février 2024 – Salle, traiteur et hébergement	6 046,32 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> . De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information/contrats-engagements-financiers>

Question **7**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

Question **8**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information/contrats-engagements-financiers>

Question 9

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.

Réponse :

Aucun projet informatique n'est sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Question **10**

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

Réponse :

Aucune dépense pour l'hébergement de données en infonuagique au Secrétariat à la condition féminine.

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante: <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>

Question **11**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Réponse :

2023-2024	SCF
PHOTOCOPIE	1 165,05 \$*
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	0 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0,00 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0,00 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	8 080,35 \$
FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	0,00 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	2 832,50 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0,00 \$

*Dépense totale pour le SCF

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Question **12**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et de téléphone intelligent;
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Réponse :

	SCF
Le coût des frais d'itinérance	0 \$
Le coût lié aux dépassements des forfaits de données	0 \$
Les coûts de résiliation	0 \$

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/reactions-internationales/accés-information>

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question 13

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région

Réponse :

a), b), c), d), e), f), g), i), j), k), l), m), n), p)

Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- h) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.
- o) Le Secrétariat à la condition féminine n'a aboli aucun poste pour l'année 2023-2024.
- q) Au 29 février 2024 : il y a 3 postes vacants au Secrétariat à la condition féminine.

Question **14**

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 de :

- a) le nombre de départs à la retraite incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucun remplacement effectué en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Au cours de l'année 2023-2024, le Secrétariat à la condition féminine n'a engagé aucune personne retraitée de la fonction publique pour des contrats.

Question **15**

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2020	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
905, avenue Honoré-Mercier, 3 ^e étage, Québec (Québec) G1R 5M6	208 421,04 \$	740,03 m ²	0 \$	20 ans	Groupe Mach
	\$				
	\$				
	\$				
	\$				
	\$				
	\$				
	\$				
	\$				

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information>

Question **16**

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 17

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

De tels travaux n'ont pas été effectués en 2023-2024.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Question **18**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2023-2024;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Se référer à la réponse du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Question **19**

Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26). <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/reactions-internationales/acces-information>

Question **20**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2024-2025.

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine ne compte aucun membre du personnel hors structure.

Question **21**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2024-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **22**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2024-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **23**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine ne rémunère aucun effectif affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

Question **24**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
I.C.I. Influence communications inc.	6 957,99 \$	Revue de presse Condition féminine et lutte contre l'homophobie et la transphobie

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Question **25**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine n'a déboursé aucune somme en 2023-2024 pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Question **26**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

Réponse :

ADRESSE DU SITE INTERNET : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/section-secretariat-condition-feminine	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	L'intégration du contenu portant sur le Secrétariat à la condition féminine sur la plateforme Quebec.ca a été réalisée par la Direction des communications du ministère de l'Éducation et du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2023-2024
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	Nul pour 2023-2024
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	Nul pour 2023-2024
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont réalisées ponctuellement.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

Question **27**

Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

Régions et villes visitées	Raisons du déplacement	Coûts ventilés
Montréal	Rencontre de la ministre avec le G13 le 27 octobre 2023.	Frais de déplacement du personnel du SCF : 179,49 \$
Montréal	Rencontres de la ministre avec le Réseau des femmes d'affaires du Québec (RFAQ) et le Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS) le 12 février 2024.	Frais de déplacement du personnel du SCF : 104,41 \$

Question **28**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse :

Cette question sera répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Question **29**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **30**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **31**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.

Réponse :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

Question **32**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **33**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

En 2023-2024, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a reçu une somme de 2 100 000 \$ du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Accord Canada-Québec pour les lignes d'assistance téléphonique en réponse à la violence fondée sur le sexe (l'Accord). La somme reçue dans le cadre de cet Accord permet le financement d'organismes au Québec qui administrent les lignes d'assistance téléphonique existantes pour répondre aux cas de violence fondée sur le sexe. Cette somme a été versée au SCF le 6 avril 2023.

Le SCF a aussi reçu la somme de 11 675 000 \$ le 10 novembre 2023 le cadre de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe.

Question **34**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Réponse :

En 2023-2024, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel du Secrétariat à la condition féminine.

Question **35**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

En 2023-2024, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Question **36**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Aucune prime de départ n'a été versée par le Secrétariat à la condition féminine en 2023-2024.

Question **37**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **38**

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **39**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **40**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) La dépense totale en informatique pour le Secrétariat à la condition féminine et le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie en 2023-2024 est de 151 611,63 \$ pour la gestion du poste de travail bureautique et des serveurs sous la responsabilité du ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>).
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.
- e) La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

Question **41**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **42**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Réponse :

Aucune personne n'a bénéficié du paiement de cotisation à une association professionnelle en 2023-2024.

Question **43**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Réponse :

Aucune dépense pour la réalisation de sondage ou enquête en 2023-2024.

Question **44**

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine n'a fait aucune dépense en 2023-2024 pour l'achat de crédits carbone.

Question **45**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante:
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

Question **46**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Réponse :

Se référer à la réponse du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

<p>Question 47</p>	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.</p>
---------------------------	---

Réponse :

Aucune somme investie en 2023-2024 par le Secrétariat à la condition féminine dans le cadre du Plan d'action de développement durable.

Le Plan d'action de développement durable 2023-2028 est disponible sur Québec.ca.

Question **48**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **49**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et les stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

Réponse :

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plan annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

Question **50**

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Réponse :

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf

Question **51**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse :

La présidente du Conseil du trésor annonçait le 17 février 2021 une compensation financière pour les employés effectuant du télétravail dans le contexte d'urgence sanitaire.

Aucune somme n'a été remboursée par le Secrétariat à la condition féminine en date du 29 février 2024.

Question **52**

Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse :

- a) Le Secrétariat à la condition féminine n'a eu aucune dépense pour ces mesures puisque celles-ci sont assumées centralement par le ministère d'attache.
- b) Le Secrétariat à la condition féminine n'a eu aucune dépense spécifiquement en ressources externes en matière de santé mentale puisque celles-ci sont assumées centralement par le ministère d'attache.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. [https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information/contrats-engagements-financiers](https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/rerelations-internationales/acces-information/contrats-engagements-financiers)

Question **53**

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2023-2024 auprès d'une firme de consultation :

- a) la firme retenue;
- b) la copie du contrat;
- c) la date de fin prévue du contrat;
- d) la valeur prévue du contrat;
- e) la sommes dépensées à ce jour.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information/contrats-engagements-financiers>

Question **54**

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 21) <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/reactions-internationales/acces-information>

Question 55

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23) <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/rerelations-internationales/acces-information>

Question **56**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Réponse :

Le Secrétariat à la condition à la condition n'a réalisé aucun concours ou tirage en 2023-2024.

Question **57**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Réponse :

a), b) Le SCF n'a pas de Direction des communications et/ou affaires publiques.

c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

d) Le montant total déboursé pour la veille médiatique en 2023-2024 est de 6 958 \$ pour la revue de presse Condition féminine et lutte contre l'homophobie et la transphobie.

Question **58**

Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
- b) le type d'incidents;
- c) les sommes dépensées en gestion des incidents.

Réponse :

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Question **59**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectuées;
- c) Rémunération totale déboursée.

Réponse :

- a) En date du 29 février 2024, le Secrétariat à la condition féminine n'a reçu aucune stagiaire.
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) En date du 29 février 2024, le Secrétariat à la condition féminine n'a déboursé aucune somme en rémunération pour des stages.

Question **60**

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

- a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Réponse :

a)

TYPE DE CONSULTATION	COÛT	BUT VISÉ
Rencontre de travail - Virtuel	1 750 \$	Consultation auprès de groupes représentant les femmes autochtones sur des actions à mettre en œuvre en égalité et en violence le 12 avril 2023.
Rencontre de travail	2 689 \$	Rencontre du Comité femmes autochtones avec les organisations et ministères partenaires dans le cadre de la démarche de travail collaborative violence conjugale et familiale, le 6 et 7 février 2023.
Rencontre de travail	28 476 \$	Rencontre du Comité femmes autochtones le 25, 26 et 27 septembre 2023. Ce comité est un lieu de concertation provincial entre les (6) organisations autochtones représentant les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuit et des représentants gouvernementaux (8 MO).
Rencontre de travail	6 311 \$	Rencontre du Comité femmes autochtones le 20 et 21 février 2024. Ce comité est un lieu de concertation provincial entre les (6) organisations autochtones représentant les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuit et des représentants gouvernementaux (8 MO).

Question **61**

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information/contrats-engagements-financiers>

Question **62**

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information/contrats-engagements-financiers>

Question **63**

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **64**

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **65**

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse :

Aucune amende n'a été perçue par le Secrétariat à la condition féminine en 2023-2024.

Question **66**

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/relations-internationales/acces-information/contrats-engagements-financiers>

Question **67**

Indiquer la valeur totale des services tarifiés, et ventiler par catégorie.

Réponse :

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

Question **68**

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Réponse :

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Question **69**

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organisme.

Question **70**

Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

Réponse :

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

Question **71**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:
<https://www.seao.ca/>

Question **72**

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 :

- a) Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

Question **73**

Pour 2023-2024, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée.

Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Renseignements généraux

Question **74**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Réponse :

1. Comités interministériels coordonnés, présidés ou coprésidés par le Secrétariat à la condition féminine

Comité*	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale – niveau de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s	Assurer la cohérence et l'efficacité des actions gouvernementales en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et familiale. Ce comité pourrait également être mandaté par le gouvernement pour contribuer à l'élaboration de nouvelles initiatives. Les membres du comité pourraient aussi juger pertinent de proposer aux autorités l'élaboration d'initiatives. Ce comité inclut des responsables des enjeux autochtones dans les ministères et organismes concernés.	SCF, BLCHT, MJQ, MSSS, MSP, SAJ, MES, MEQ, MESS, MTRAV, SRPNI, MFA, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, MCC, CNESST, CSF, MCC, SHQ.	1 rencontre, 1 comité restreint et rencontres bilatérales
Comité interministériel en violence sexuelle, conjugale et familiale – niveau directeur	Assurer la mise en œuvre et le suivi des actions gouvernementales en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et familiale. Ce comité a également pour mandat d'assurer l'élaboration de nouvelles initiatives, suivant les décisions du comité d'orientation. Ce comité inclut des gestionnaires responsables d'actions autochtones en violence sexuelle, conjugale et familiale (MJQ, MSSS, SHQ, MSP, SRPNI, DPCP).	SCF, BLCHT, MJQ, MSSS, MSP, SAJ, MES, MEQ, MESS, MTRAV, SRPNI, MFA, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, MCC, CNESST, CSF, MCC, SHQ.	1 rencontre et rencontres bilatérales

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité*	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
Comité interministériel en violence sexuelle, conjugale et familiale – niveau professionnel	Favoriser la concertation, l'échange d'information et le partage d'expertise entre les ministères et organismes gouvernementaux afin d'assurer la mise en œuvre, le suivi et la reddition de comptes des actions gouvernementales en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et familiale, tout en demeurant à l'affut de nouvelles initiatives en la matière. Ce comité inclut des professionnels des MO responsables d'actions autochtones en violence sexuelle, conjugale et familiale (MJQ, MSSS, SHQ, MSP, SRPNI, DPCP).	SCF, MJQ, BLCHT, MSSS, MSP, SAJ, MES, MEQ, MESS, MTRAV, SRPNI, MFA, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, MCC, CNESST, CSF, SHQ.	1 rencontre et rencontres bilatérales
Chantier de travail - Formations	Considérant que la mise en œuvre de recommandations du rapport <i>Rebâtir la confiance</i> de grande envergure nécessite des travaux concertés et soutenus entre plusieurs MO, trois chantiers de travail ont été mis en place dont l'un sur les formations en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.	SCF, MJQ, BLCHT, MSSS, SA, MSP, SAJ, MES, MEQ, MTRAV, MESS SAA, MFA, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, CNESST, CSF, MCC, SHQ, TO.	1 rencontre

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité*	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
Comité interministériel pour la mixité en emploi	Contribuer à la progression de la mixité en emploi – incluant la représentation des femmes dans les métiers et professions majoritairement masculins (dont les professions scientifiques et technologiques) et la représentation des hommes dans les métiers et professions majoritairement féminins.	SCF, MEIE, MES, MEQ, MESS, MTravail, MTMD, MAPAQ, MSSS, MELCCFP, MRNF, MCC, MFA, SAJ, FRQ.	2 rencontres
Comité femmes autochtones	Depuis 2019, le SCF coordonne le Comité femmes autochtones qui a pour mandat d’être un lieu de concertation provincial entre les organisations autochtones représentant les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuit et des représentants gouvernementaux afin de réfléchir, d’échanger et de se concerter sur les enjeux à prioriser; d’influencer les politiques et les actions du gouvernement et de recommander des actions concrètes. Le comité est composé de six associations de femmes autochtones et de huit ministères et organismes. Il se rassemble trois fois par année : à Québec, à Montréal et en communauté. La <i>Stratégie gouvernementale pour l’égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027</i> a permis de pérenniser le Comité femmes autochtones.	SCF, SRPNI, MJQ, MEQ, MES, MSP, MSSS, MFA, Association des femmes crie de Eeyou Istchee, Association des femmes inuit du Nunavik Saturviit, Association des Inuit du sud du Québec, Conseil des femmes élues de l’APNQL, Femmes autochtones Québec (FAQ), Regroupement	2 rencontres

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité*	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
		des centres d'amitié autochtones du Québec.	
Comité d'orientation de projet pour l'Enquête populationnelle en violence conjugale	Conseiller l'ISQ et le SCF sur des aspects de contenu de l'enquête populationnelle et formuler des recommandations sur des éléments bien précis tels que le questionnaire d'enquête, les indicateurs, la construction des échelles de mesure, etc.	SCF, ISQ, MSSS, MJQ, MSP, INSPQ, MES.	3 rencontres et échanges bilatéraux
Comité d'arrimage interministériel sur les actions destinées aux suspects et auteurs de violence conjugale	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser une meilleure connaissance des initiatives et programmes existants ou en développement à l'intention des suspects et auteurs de violence conjugale dans chacun des ministères; • Favoriser la concertation et la collaboration entre les ministères qui bénéficient d'expertises complémentaires sur les enjeux spécifiques relatifs aux services pour les suspects et auteurs de violence conjugale; • Favoriser la cohérence des actions gouvernementales en matière de services aux suspects et auteurs de violence, notamment en ce qui a trait aux meilleures pratiques visant la responsabilisation. 	<p>SCF, MSSS, MJQ et MSP.</p> <p>Le comité est co-coordonné par le SCF et le MSSS</p>	2 rencontres et échanges bilatéraux
Comité de gouvernance en égalité et en ADS	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le SCF afin que celui-ci puisse renforcer son action; • Exercer un leadership gouvernemental efficace, transparent favorisant l'échange d'expertise en matière d'égalité entre les femmes et les hommes; • Soutenir le développement et la cohérence des actions gouvernementales pour l'égalité entre les femmes et les hommes; • Assurer le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027; 	SCF, MTQ, Finances, MJQ, MEI, MSSS, MELCCFP, MEQ, MES, MAPOAQ, MAMH, MTESS, MIFI, SCF, MLF, MRIF, MCC,	1 rencontre

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité*	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
	<ul style="list-style-type: none"> • Exercer un leadership efficace et cohérent favorisant l'engagement des ministères et organismes dans le renforcement de l'ADS au sein de l'appareil gouvernemental et leur collaboration à l'expérimentation de l'ADS+ dans le cadre des projets pilotes; • Favoriser l'échange d'information à l'échelle intra-gouvernementale, afin de développer une vision transversale des actions menées en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, dans toutes les sphères sociales et économiques du gouvernement; • Favoriser l'échange d'information entre les MO, afin de contribuer à développer une vision globale de l'utilisation de l'ADS au gouvernement et de mesurer l'avancement de la mise en œuvre de son renforcement. 	MRNF, Tourisme, MSP, MCN	
Comité stratégique en ADS	Le Comité stratégique en matière d'ADS a le mandat de soutenir le renforcement de l'ADS au sein de l'appareil gouvernemental, incluant le déploiement de projets pilotes en ADS dans une perspective intersectionnelle (ADS+).	SCF, MCN, MJQ, MSSS, Finances, MTQ, MAPAQ, MLF, MCC, MELCCFP, MTESS, MES, MFA, MEQ	1 rencontre
Comité stratégie en égalité	Soutenir le développement et la cohérence des actions gouvernementales pour l'égalité entre les femmes et les hommes.	SCT, MAPAQ, MEIE, MESS, MES, MELCCFP, MCC, MCN, MFA, MJQ, MLF, MSSS, MEQ, MAMH, MFQ, MRIF, MRNF, MTMD,	1 rencontre

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité*	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
		MTourisme, MTRAV.	
Comité interministériel sur l'accès à l'avortement	Le comité interministériel sur l'accès à l'avortement a le mandat d'élaborer des actions gouvernementales pour informer la population et les femmes dans une perspective de libre-choix et d'identifier des moyens concrets pour améliorer l'accès à l'avortement.	SCF, MSSS, MEQ, MES, SRPNI, CSF.	1 rencontre
Comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale	Identifier, puis proposer des mesure(s) et initiative(s) visant à réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et à soutenir le cheminement vers la réinsertion sociale	SCF, MJQ, MSSS, MSP, MEQ, MAMH, MESS, SHQ, SAA	6 rencontres bilatérales ou multilatérales
Comité consultatif, appel de projets de sensibilisation en matière de violence conjugale et de	Le comité consultatif a le mandat de formuler son avis sur les projets retenus par le SCF, à la suite de l'analyse des projets admissibles. Sur la base des recommandations du comité aviseur, le SCF procède au choix final des projets et à leur recommandation à la ministre responsable de la Condition féminine.	SCF, MSSS, MJQ	1 rencontre

Question **74**

Réponse (suite) :

violence sexuelle 2023-2024			
Réseau des leaders en ADS	Le réseau des leaders en ADS a le mandat de favoriser le transfert des savoirs en matière d'ADS, de développer et de partager l'expertise et les expériences en ADS dans la fonction publique, de façon à mettre en œuvre le renforcement de l'ADS au sein de l'appareil gouvernemental.	SCF, MAPAQ, MSSS, MESS, MJQ, Finances, MCN, MEQ, MLF, MTMD, CNESST, Curateur Public, Élections Québec, MEIE, SCT	1 rencontre
Comité interministériel de suivi sur le développement des maisons d'hébergement	Ce comité s'inscrit dans l'action 17 de la <i>Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027</i> (Stratégie intégrée en violence). Il s'agit d'un espace visant à arrimer les actions des ministères et organismes gouvernementaux qui jouent un rôle clé dans le développement des maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale sur le territoire. Considérant son rôle de coordination en matière de violence conjugale, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) souhaite ainsi assurer l'efficacité de ce déploiement et la cohérence des actions gouvernementales en fonction des priorités établies.	SCF, MSSS, SHQ, MFQ	2 rencontres du Comité niveau directeur et 1 rencontre de niveau SMA 2 rencontres avec le milieu communautaire et les MO Rencontres bilatérales.

*Aucun honoraire n'a été accordé par le SCF

Question **74**

Réponse (suite) :

2. Comités interministériels coordonnés par un autre ministère ou organisme

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
Réseau de répondants gouvernementaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Assurer le suivi du <i>Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale</i> , et également la reddition de comptes prévue à la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Travaux d'élaboration du prochain plan de lutte à la pauvreté. Quatrième Plan de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale (PLP4)	MAMH, MAPAQ, MCC, MEI, MERN, MES, MFA, MFQ, MIDI, MJQ, MRN, MSSS, MTO, MTQ, MTESS, SA, SAJ, MELCC, MCE (SAA), RQ, OPHQ, SHQ, SCF, BLCHT.	13 rencontres (5 rencontres réseau de répondants et 8 rencontres groupes de travail interministériels sur des thèmes spécifiques)
Comité d'orientation de projet pour l'Enquête sur la violence familiale dans la vie des enfants	Ce comité d'orientation a comme mandat de conseiller l'ISQ et le MSSS dans la réalisation des projets d'enquêtes afin que ceux-ci répondent adéquatement aux besoins d'information du ministère, de son réseau et de ses partenaires. Le Comité d'orientation permet également les échanges et la circulation de l'information auprès des instances impliquées.	SCF, ISQ, MSSS, INSPQ, UQO, ULAVAL, UQTR	4 rencontres

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
Comité interministériel sur l'action communautaire (CIAC)	Participer, en collaboration avec le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), aux divers travaux relatifs aux modes de soutien financier, à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives, à la reddition de comptes, à l'élaboration des nouveaux programmes du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, à la mise en place des outils ou mécanismes devant faire connaître les balises nationales à tous les échelons de l'administration gouvernementale ou de tout autre appui à fournir aux ministères et aux organismes gouvernementaux dont l'administration est déconcentrée, ainsi qu'à toute autre matière relevant de l'application de la politique. Le <i>Plan d'action gouvernemental en action communautaire</i> (PAGAC) a été lancé le 14 mai 2022. Les travaux de mise en œuvre se sont amorcés en 2022-2023 en collaboration avec les membres du CIAC et les MO impliqués dans les différentes mesures. Le PAGAC vise, entre autres, à augmenter le soutien octroyé à la mission globale aux organismes en action communautaire. Le SCF a d'ailleurs travaillé à l'élaboration de son propre programme de soutien à la mission, qui a été approuvé en 2022-2023.	Tous les MO attribuant des subventions aux organismes communautaires.	7 rencontres
Comité de travail – Mise à jour du Cadre de référence en matière d'action communautaire	Le mandat du comité de travail interministériel est de proposer aux membres du CIAC une version mise à jour du Cadre de référence en matière d'action communautaire, de même qu'un certain nombre de balises administratives qui pourraient s'appliquer à l'ensemble des MO qui soutiennent des organismes communautaires, dans une perspective de simplification et d'harmonisation des pratiques administratives et d'une plus grande cohérence de l'intervention gouvernementale. Le calendrier de travail de ce comité s'échelonne sur deux ans.	MSSS, MIFI, MRIF, MEQ, SCT, SCF, MFA, OPHQ, MJQ, MSSS (Secrétariat aux aînés)	10 rencontres

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT)	La TGAT est instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Elle agit à l'échelle nationale. Cette Table a pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	MAMH, MAPAQ, MCC, MEI, MERN, MFA, MEQ et MES, MFFP, Hydro-Québec, MIFI, MSSS, SCF, Secrétariat à la Capitale-Nationale, SCT, SAJ, MSSS (SA), MSP, SAA, Société des traversiers du Québec, Société du Plan Nord, MTQ, MTESS, Tourisme, MJQ, SHQ, Sépaq, Investissement Québec, Finances, MELCC, Conseil des arts et des lettres du Québec, CSPQ.	3 rencontres
Comité Commission des droits de la	Éliminer la sous-représentation des femmes dans les emplois cadres de la direction, les emplois professionnels et les métiers traditionnellement masculins visés par les programmes d'accès à l'égalité en emploi.	Organismes gouvernementaux et municipaux	1 rencontre

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
personne et des droits de la jeunesse		concernés par les travaux du PAÉE	
Comité interministériel pour la révision du salaire minimum	Définir un cadre de référence afin de guider les décisions relatives à l'évolution du salaire minimum et réviser annuellement le salaire minimum au Québec.	MFQ, SCF, CNESST, MESS, MTravail, MEIE, SCT, MFQ, MIFI, MAPAQ.	1 rencontre
Comité de coordination interministérielle du <i>Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuit</i>	Assurer la mise en œuvre et le suivi du premier <i>Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuit 2022-2027</i> .	SAA, SCF, MSSS, MESS, MTESS, SAIC, CCQ, MAMH, MCC, MEI, MFA, SHQ, MJQ, MCE (SAJ), MSP.	2 rencontres
Comité interministériel du plan de lutte contre l'homophobie et la transphobie	Veiller à ce que les interventions des ministères et organismes gouvernementaux relatives à la lutte contre l'homophobie et la transphobie s'harmonisent et puissent se traduire par une action intégrée et cohérente.	BLCHT, CDPDJ, CNESST, MAMH, MCC, MEIE, MEQ, MES, MESS, MFA, MIFI, MFQ, MJQ, MSSS, MSP,	2 rencontres

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
		MRIF, MTO, MTRAV, OPHQ, OPQ, RQ, SAJ, SCF, SCT, SQRC, SRPNI.	
Comité Loi de Clare	Le mandat du Comité était d'évaluer la nécessité de modifier le corpus législatif québécois pour s'assurer que les objectifs d'une Loi de Clare puissent être atteints.	MSP, MJQ, SCF, SQ	6 rencontres
Groupe de travail – Tribunal spécialisé	Considérant que la mise en œuvre de recommandations du rapport <i>Rebâtir la confiance</i> de grandes envergures nécessite des travaux concertés et soutenus entre plusieurs MO, trois chantiers de travail ont été mis en place dont l'un sur le Tribunal spécialisé est coordonné par le MJQ.	Coordonné par le MJQ. Membres : MJQ, Cour du Québec, MSP, CSJ, DPCP, MSSS, SCF, MCE-SAA	2 rencontres
Groupe de Travail- Trajectoire des auteurs et suspects de violence	Afin de répondre aux recommandations de <i>Rebâtir la confiance</i> et aux préoccupations issues des consultations, le MJQ en collaboration avec le MSSS et le MSP a mis sur pied en juin 2022 le groupe de travail sur la trajectoire des auteurs de violence-TAV.	Coordonné par le MJQ. Membres : MJQ, MSP, MSSS, SCF.	2 rencontres

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
Tribunal spécialisé - Rencontres avec les organismes œuvrant auprès des personnes victimes	Ces rencontres visaient à creuser des thèmes pour un meilleur arrimage sur le terrain, suivant un besoin exprimé à la Table nationale de consultation sur la mise en place du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, coordonné par le MJQ. Les thèmes suivants ont été abordés : intégration des services et tribunal spécialisé, évaluation collaborative, rencontre pré-dénonciation.	Coordonné par le MJQ, SCF, MSSS, Alliance des maisons d'hébergement de 2 ^e étape, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, RQCALACS, CAVAC, CLES.	4 rencontres
Comité interministériel sur les marqueurs de genre ou de sexe	Les travaux de ce comité visent à formuler des orientations gouvernementales en matière de marqueurs de genre ou de sexe, plus précisément sur les aspects suivants : cueillette des marqueurs, traitement des marqueurs; affichage des marqueurs dans les documents d'identité émis par l'État; manière de s'adresser à la clientèle.	BLCHT, SAAQ, MES, MESS, DEQ, MIFI, Revenu, ISQ, DEC, MEQ, RAMQ, MSSS, MFA, OQLF, MSP, Curateur public,	Le comité stratégique (niveau SMA) : 1 rencontre. Le comité de coordination (niveau professionnel) :

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
		Retraite Québec, SCT, SCF	3 rencontres
Table interministérielle en santé mentale et en itinérance (TISMI)	Agir à titre de comité de suivi du <i>Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026</i> et du <i>Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026</i> et en favoriser l'implantation.	Coordonnée par le MSSS Membres : SHQ, MEQ, MES, SRPNI, MTESS, RAMQ, MJQ, MAMH, MSP, SCF, SAJ, MIFI, DPCP, MAPAQ, MCC, MTQ, MFQ, SCT, MFamille, CNESST, OPHQ, Curateur public du Québec	1 rencontre
Comité interministériel sur les droits de la personne	Le Comité interministériel sur les droits de la personne constitue le principal mécanisme de consultation et de concertation des ministères et organismes québécois pour le respect et le suivi des engagements internationaux du Québec en matière de droits de la personne, ainsi que pour la protection et la promotion de ces droits sur la scène internationale. Il a pour objectif de renforcer le positionnement du gouvernement du Québec dans ce secteur d'activités en améliorant à la fois la cohérence, la portée et la pertinence de son action.	MAMH, MEQ, MES, MFA, MIFI, MJQ, MRIF, MSP, MSSS, MTESS, MEI, OPHQ, SAA, SCF, SHQ, SQRC, BCLR.	2 rencontres

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
Comité de révision du cadre socio culturel		MEQ, SCF	4 rencontres
Comité interministériel jeunesse	Le Secrétariat à la jeunesse (SAJ) débute ses travaux pour renouveler son <i>Plan d'action jeunesse 2021-2024</i> . Des consultations publiques ont eu lieu du 25 septembre au 2 octobre 2023 dans toutes les régions du Québec. Cette consultation permettra de recueillir les besoins, les ambitions et les préoccupations des jeunes, des organismes jeunesse, des ministères et des chercheurs à travers le Québec sur la base des sept axes d'intervention suivants: la culture, l'environnement, l'emploi, l'entrepreneuriat, la santé, l'éducation et la citoyenneté. En plus des rencontres de consultation, les jeunes de 12 à 35 ans et les acteurs du milieu de la jeunesse peuvent se faire entendre par le biais d'un questionnaire en ligne ou par le dépôt d'un mémoire. Le comité interministériel jeunesse sera réuni plusieurs fois dans les prochaines semaines/mois pour informer les membres des résultats de la démarche de consultation, et ce dans l'optique de partager entre MO les enjeux, préoccupations et pistes de solution.	SAJ (MO impliqués) (Autorités des marchés financiers, Élections Québec, MAMH, MAPAQ, MCC, MEQ, MES, MELCC, MFA, MFQ, MIFI, SCF, MLF, MRIF, MSSS, MSP, MESS, MTQ, OPHQ, SCT, MCE, MCN, MEIE, SAAQ, CNESST, SHQ, Tourisme, Hydro-Québec)	5 rencontres

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2023-2024
Comité interministériel sur le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation	Le comité interministériel assure le suivi du plan d'action concerté et permet aux membres d'échanger sur l'avancement des actions et développer au besoin des collaborations.	MFamille, SCF, MEQ, BLCHT, MSSS, MJQ, DPCP, MES, MIFI, MAMH, OPHQ, CNESST, MESS (Travail), SAJ.	1 rencontre

Question **74**

Réponse (suite) :

3. Autres comités

Comité	A. Mandat	B. membres	C. Rencontres 2023-2024
Comité de travail sur la violence conjugale	Assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre des actions gouvernementales en matière de violence conjugale.	Il est composé de plusieurs ministères et organisations partenaires ¹ .	1 rencontre
Forum fédéral, provincial et territorial (FPT) des ministres responsables de la Condition féminine	Le Forum fédéral, provincial et territorial (FPT) des ministres responsables de la Condition féminine a pour mandat principal de partager des connaissances, ainsi que de l'information, et d'entreprendre des initiatives de collaboration ayant fait l'objet de consensus afin de promouvoir et de faire progresser la condition féminine, ce qui peut inclure, en tenant compte de l'étendue variable des mandats de chaque ministre, la diversité et l'égalité des genres.	Ministre fédérale des Femmes et de l'Égalité des genres et ministres responsables de la Condition féminine des provinces et territoires.	1 rencontre

¹ À cœur d'homme; Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape; Alliance gaspésienne des maisons d'aide et d'hébergement; Bouclier d'Athéna; BLCH-MJQ; Bureau du coroner; Centre de Solidarité Lesbienne; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal; Commission des libérations conditionnelles; CSF; DPCP; École nationale de police du Québec; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes; Femmes autochtones du Québec; INSPQ; L'R des centres de femmes du Québec; FAMILLE; MJQ; MSSS; MSP; MEQ; MES; MIFI; MAMH; MTESS; Native Women Shelter; OPHQ; Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale; Réseau canadien pour la santé des femmes (DAWN Canada); Réseau des CAVAC/SCF; SAJ; SAA; SA-MSSS; SHQ; SOS violence conjugale; SPVM; SPVQ; Sûreté du Québec; Table Carrefour violence conjugale Québec-métro; Table de concertation en violence conjugale de Montréal; Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval; Université de Montréal – Trajetvi; Université d'Ottawa – École de service social; Université Laval - Équipe de recherche en violence conjugale.

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. membres	C. Rencontres 2023-2024
Forum fédéral, provincial et territorial (FPT) des hautes fonctionnaires responsables de la Condition féminine	Les hautes fonctionnaires conseillent les ministres et leur recommandent les domaines d'action prioritaires. Elles sont responsables de la mise en œuvre et du suivi du plan stratégique du Forum FPT Condition féminine afin de cerner les enjeux et les activités d'intérêt commun, notamment en mettant activement en avant des dossiers et des initiatives qui auront un écho dans tout le pays, qui sont d'actualité et qui ont une incidence sur les femmes et les filles.	Hautes fonctionnaires responsables de la Condition féminine des provinces et territoires.	13 rencontres
Rencontres statutaires « État de situation sur l'hébergement »	Assurer une bonne communication entre les organismes d'aide aux victimes de violence conjugale et le gouvernement au sujet des enjeux reliés à la pandémie ou de tout sujet d'actualité ou lié à la mise en œuvre des plans d'action en violence conjugale ou de la stratégie intégrée en violence.	Coordonnée par le SCF MSSS, Alliance des maisons d'hébergement de 2 ^e étape, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, SOS	6 rencontres

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. membres	C. Rencontres 2023-2024
		violence conjugale.	
Comité sur le manque de place en hébergement pour femmes victimes de violence conjugale	Un comité national sur le manque de places en hébergement pour femmes victimes de violence conjugale chargé de planifier le développement et les cibles prioritaires pour les années à venir est mené par le ministère de la Santé et des Services sociaux, aux côtés des partenaires terrain concernés.	MSSS, SCF, Alliance des maisons d'hébergement de 2 ^e étape, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale et le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.	2 rencontres
Comité aviseur pour la trousse Famille Égalité Enfant (FEE)	Ce comité aviseur s'inscrit dans la mise en œuvre de l'action 8 du <i>Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025</i> . Le comité avise l'action 8, sous la responsabilité du ministère de la Famille et qui prévoit « Outiller, à l'aide d'une trousse virtuelle, le personnel des services de garde éducatifs à l'enfance pour lui permettre de mieux détecter les enfants exposés à la violence conjugale et de mieux intervenir auprès d'eux ».	MFA, SCF, MJQ, MSSS, DPCP	2 rencontres

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. membres	C. Rencontres 2023-2024
Comité aide et soutien aux citoyens- Plan national de sécurité civile	Le Comité aide et soutien aux citoyens du <i>Plan national de sécurité civile</i> est sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale. Il doit notamment brosser un portrait de la situation des affectées par le sinistre, des répercussions et des enjeux qu'occasionne le sinistre sur celles-ci, de leurs besoins ainsi que des mesures existantes pour les soutenir.	Tous les MO	1 rencontre
Comité de suivi de la mesure 5.2.1 de la <i>Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027</i>	Assurer le suivi du projet du Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ) s'inscrivant dans le cadre de l'action 5.2.1 de la Stratégie Égalité « Assurer une prévention et une intervention concertée interministérielle et intersectorielle dans les cas de violences basées sur l'honneur (VBH) ». Les rencontres du comité de suivi permettent une meilleure concertation autour de la problématique des VBH, d'aller plus loin dans la prise de conscience de l'impact de ce type de violence sur les personnes victimes, leur entourage et, plus largement, sur la société, ainsi que des actions à entreprendre collectivement.	MIFI, SCF, MSSS, MSP, RAFIQ	2 rencontres
Comité de suivi de l'Action concertée : Les besoins émergents des femmes en matière de santé et bien-être	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux chercheurs de présenter l'état d'avancement de leurs travaux de recherche aux partenaires; • Permettre aux partenaires de bien comprendre le projet en cours, (les principaux objectifs, les principales étapes accomplies et à accomplir, l'échéancier, les retombées attendues); • Permettre aux chercheurs de consulter ou de questionner les partenaires sur des politiques, programmes ou données issus de leurs organismes respectifs et de soutenir les chercheurs dans certains choix qu'ils ont à effectuer pour la réalisation du projet; • Permettre des échanges stimulants et conviviaux entre les chercheurs et ceux qui, ultimement, pourront être des utilisateurs de la recherche. 	FRQSC, MSSS, SCF, UQAM	3 rencontres

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. membres	C. Rencontres 2023-2024
Comité de suivi de l'Action concertée : Les besoins de soutien communautaire des personnes vivant en logement subventionné	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux chercheurs de présenter l'état d'avancement de leurs travaux de recherche aux partenaires; • Permettre aux partenaires de bien comprendre le projet en cours, (les principaux objectifs, les principales étapes accomplies et à accomplir, l'échéancier, les retombées attendues); • Permettre aux chercheurs de consulter ou de questionner les partenaires sur des politiques, programmes ou données issus de leurs organismes respectifs et de soutenir les chercheurs dans certains choix qu'ils ont à effectuer pour la réalisation du projet; • Permettre des échanges stimulants et conviviaux entre les chercheurs et ceux qui, ultimement, pourront être des utilisateurs de la recherche. 	FRQSC, SHQ, MSSS, MFamille, SCF, SRPNI, FOHM, ROC 03, OMHQ, ULaval	2 rencontres
Comité de suivi de l'Action concertée : Programme de recherche sur la santé psychologique au travail	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux chercheurs de présenter l'état d'avancement de leurs travaux de recherche aux partenaires; • Permettre aux partenaires de bien comprendre le projet en cours, (les principaux objectifs, les principales étapes accomplies et à accomplir, l'échéancier, les retombées attendues); • Permettre aux chercheurs de consulter ou de questionner les partenaires sur des politiques, programmes ou données issus de leurs organismes respectifs et de soutenir les chercheurs dans certains choix qu'ils ont à effectuer pour la réalisation du projet; • Permettre des échanges stimulants et conviviaux entre les chercheurs et ceux qui, ultimement, pourront être des utilisateurs de la recherche. 	FRQSC, CNESST, IRSST, MSSS, MTESS, RAMQ, Revenu Québec, SCF, SCT	6 rencontres
Comité interministériel pour l'élaboration d'une Stratégie gouvernementale	<p>Comité sous la responsabilité du ministère de l'Éducation du Québec.</p> <p>Contribuer aux réflexions et à l'élaboration d'une première stratégie gouvernementale en matière d'activité physique.</p>	MEQ, SCF, MES, MSSS, MTMD, MIFI, MELCCFP, MAMH, CNESST,	1 rencontre

Question **74**

Réponse (suite) :

Comité	A. Mandat	B. membres	C. Rencontres 2023-2024
en matière d'activité physique			
Comité d'encadrement du programme <i>Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel</i>	Sous la coordination du SCF, ce comité permet à ses membres de prendre connaissance des résultats et des effets liés à la mise en œuvre du programme <i>Empreinte</i> , d'apporter leur expertise, à titre de ministre ou de partenaire expert consulté, d'émettre des suggestions quant à la mise à jour et au déploiement du programme ainsi que de faciliter le partage d'informations et la création de liens avec les réseaux respectifs de chacun des membres.	SCF, MSSS, MJQ, MEQ, SAJ, Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS), Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS).	1 rencontre

<p>Question 75</p>	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».</p>
---------------------------	--

Réponse :

Le *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* (Plan d'action 2018-2023) a pris fin le 31 mars 2023.

Le bilan final au 31 mars 2023 est disponible en ligne sur Québec.ca : <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/org/SCF/publications/plans-strategiques/PL-Plan-action-violence-conjugale-2018-2023-Bilan-final-SCF.pdf>

Question **76**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025

Réponse :

Le *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025* (Plan d'action spécifique), coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF), est porté par huit ministères et organismes gouvernementaux.

L'état d'avancement au 31 mars 2023 du Plan d'action spécifique est disponible en ligne sur Québec.ca : <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/org/SCF/publications/plans-strategiques/PL-plan-action-prevenir-violence-conjugale-2020-2025-MAJ-mars2023-SCF.pdf>

Le SCF est responsable du suivi de la mise en œuvre et collige l'information auprès des ministères et organismes engagés dans le Plan d'action spécifique.

Les montants versés **en 2023-2024**, pour chacune des actions sont les suivants :

Actions	Montants versés	Statut de l'action au 31 mars 2024
1. Mettre en place un service juridique d'urgence pour déterminer, notamment, les droits de garde d'enfants en contexte de violence conjugale. (Responsable : MJQ)	Information non disponible	Poursuivie ¹
2. Produire un aide-mémoire à l'intention des services policiers concernant l'engagement de ne pas troubler l'ordre public prévu à l'article 810 du Code criminel et s'assurer que les victimes ont accès à de l'information juste et fiable quant aux limites de ce recours. (Responsable : MSP)	—	Terminée
3. Rehausser le financement des maisons d'hébergement d'urgence pour les femmes et les enfants en contexte de violence conjugale. (Responsable : MSSS)	10 000 000 \$	Poursuivie
4. Consolider le financement d'actions sous la responsabilité du MSSS inscrites au Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023. (Responsable : MSSS)	16 000 000 \$	Poursuivie
5. Bonifier le budget du Programme d'amélioration des maisons d'hébergement. (Responsable : SHQ)	601 263 \$	Poursuivie
6. Consolider les cellules d'intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d'homicide et en	820 832 \$ ²	En cours

¹ Une action poursuivie est considérée comme étant intégrée aux pratiques courantes des MO ou elle sera intégrée dans un autre plan d'action ou stratégie.

² Ce montant comprend les sommes prévues dans le cadre des Actions prioritaires 2021-2026 et non seulement les sommes du Plan d'action spécifique 2020-2025.

Question **76**

Réponse (suite) :

Actions	Montants versés	Statut de l'action au 31 mars 2024
implanter de nouvelles dans six régions du Québec. (Responsable : SCF)		
7. Outiller les intervenantes et les intervenants des centres d'hébergement pour pères, des organismes communautaires Famille et des haltes-garderies communautaires pour mieux détecter la violence conjugale et prévenir les situations à risque de dangerosité. (Responsable : Famille)	250 000 \$	En cours
8. Outiller, à l'aide d'une trousse virtuelle, le personnel des services de garde éducatifs à l'enfance pour lui permettre de mieux détecter les enfants exposés à la violence conjugale et de mieux intervenir auprès d'eux. (Responsable : Famille)	256 405 \$	En cours
9. Mettre en place un programme d'aide financière d'urgence afin de faciliter la sortie d'un milieu dangereux pour les personnes victimes, notamment de violence conjugale. (Responsable : MJQ)	1 341 500 \$	En cours
10. Étendre à quatre régions supplémentaires le Service d'évaluation des conjoints violents au stade de la mise en liberté provisoire. (Responsable : MSP)	--	Poursuivie
11. Développer un outil spécifique pour l'évaluation des personnes condamnées pour une infraction en matière de violence conjugale. (Responsable : MSP)	2 745 930 \$	En cours
12. Évaluer la pertinence d'étendre le Programme de surveillance accrue afin d'inclure toutes les personnes contrevenantes ayant reçu une sentence pour violence conjugale. (Responsable : MSP)	--	Terminée
13. Bonifier la coordination et l'animation du Comité de travail sur la violence conjugale visant à assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023. (Responsable : SCF)	–	En cours
14. Mener une étude de faisabilité quant à l'implantation de bracelets antirapprochements comme moyen de prévention des homicides conjugaux. (Responsable : MSP)	--	Poursuivie

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **76**

Réponse (suite) :

Financement d'initiatives visant spécifiquement à prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et à accroître la sécurité des femmes et de leurs familles, issues des Premières Nations et Inuits. (Responsable : SCF)	–	En cours
--	---	----------

Question **77**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « *Rebâtir la confiance* ».

Réponse :

Le 15 décembre 2020, le Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale (Comité d'experts) a déposé son rapport *Rebâtir la confiance*.

Le 20 juin 2022, le gouvernement du Québec a lancé la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* (Stratégie intégrée en violence). Elle consolide la réponse gouvernementale au rapport *Rebâtir la confiance*, en plus d'assurer le renouvellement de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* et la mise en œuvre d'action complémentaire en violence conjugale.

Au moment du lancement de la Stratégie intégrée en violence, des actions permettaient de répondre entièrement ou partiellement à 166 recommandations du rapport *Rebâtir la confiance*.

Voir l'annexe 2 de la [Stratégie intégrée en violence](#) pour le détail par recommandation.

Parmi les actions phares de la Stratégie intégrée en violence qui viennent répondre à des recommandations du Comité d'experts mentionnons notamment les projets pilotes d'intégration des services (action 18) et de tribunal spécialisé (action 30), l'augmentation des effectifs policiers (action 32) et au sein du Directeur des poursuites criminelles et pénales (action 26), l'implantation des bracelets antirapprochement (action 31), le rehaussement des services aux personnes victimes (actions 14, 15, 16 et 20).

Pour le plus récent état d'avancement des actions, consultez le document en ligne : [Suivi de la mise en œuvre des actions – Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et rebâtir la confiance 2022-2027 – État d'avancement au 31 mars 2023 \(quebec.ca\)](#)

Question **78**

Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.). Le budget en ressources humaines dédié à l'analyse différenciée selon les sexes a été de 200 000 \$ en 2023-2024, soit l'équivalent de deux ETC.

À ce montant s'ajoute les heures travaillées par le personnel des ministères qui souhaitent réaliser des ADS dans leurs initiatives gouvernementales. Cette information relève des ministères et organismes concernés.

